

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU LUNDI 09 FÉVRIER 2026

Date de convocation : 03 février 2026

Nombre de Conseillers en exercice : 33

Délibérations	CONSEILLERS			
	Présents	Pouvoirs	Absents	Votants
Pour la délibération n°26-01	27	03	05	30
Pour la délibération n°26-02	27	02	05	29
Pour la délibération n°26-03 à 26-02 / incluse	29	03	04	32

Secrétaire : M. Marc RIVET

PRÉSENTS : M. PRIOLLAUD Maire, Mme TERLEZ, Mme PERCHET, MM. GERMAIN PIRES, Mme ROUZÉE, M. DUVÉRE, Mme LANGEARD, M. BAUCHARD, Mme OUADAH Adjoints, MM. JUHEL, WUILQUE, Mmes LETOURNEUR, VANDAMME, M. GAUTIER, Mme LEMAN, M. BAZIRE (à partir du point n°2), Mme MICHAUD, M. NIEL, Mme DUCASTEL, MM. TOKDEMIR, RIVET, FERRY, BRUN, ORTEGA (à partir du point n°2) BALSAN (à partir du point n°3), Mme LESAULNIER, MM THOMAS, VALLÉE Conseillers municipaux.

ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ POUVOIR :

- M. Daniel JUBERT ayant donné pouvoir à M. François-Xavier PRIOLLAUD (Maire)
- Mme Sylvie KOUYOUMDJIAN ayant donné pouvoir à Mme Anne TERLEZ
- Mme Nolwenn LÉOSTIC ayant donné pouvoir à M. Philippe BRUN

ABSENT : - M. Charles SAVY

\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$\$

DÉLIBÉRATION : 26-02 Adoption du compte administratif du budget principal pour l'exercice 2025

Certifié exécutoire
Par transmission en sous-
préfecture

Le :

Par affichage, le

12 FEV. 2026

12 FEV. 2026

Fait à Louviers, le

12 FEV. 2026



Le Maire,

François-Xavier PRIOLLAUD

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET PRINCIPAL POUR L'EXERCICE 2025

RAPPORT

Mme Anne TERLEZ indique que le Compte Administratif 2025, conclut sur un résultat net affectable à la gestion 2026 de (+) 83 000 euros après prise en compte de l'excédent de financement des restes à réaliser de (+) 291 000 euros.

Investissement

En 2025, la ville de Louviers aura investi 9,751 millions d'euros au titre des dépenses d'équipement dont les principales réalisations concernent le gymnase Philippe-Croizon pour 4,1 millions d'euros, le programme de rénovation urbaine du quartier des Acacias pour 1,445 millions d'euros (pôle enfance, crèche et Fabrique des solutions), et la rénovation du patrimoine communal pour 1,166 millions d'euros.

Il s'agit du niveau d'investissement le plus important jamais réalisé par la Ville de Louviers.

Le taux d'équipement qui représente un ratio normé, comme étant le rapport entre les dépenses d'équipement et les ressources courantes, s'établit à 35% sur l'exercice 2025.

Rétrospectivement, depuis 2014, la stratégie financière définie et mise en œuvre par la municipalité présente un bilan dont les principaux marqueurs sont les suivants :

→ Dépenses d'investissement réalisées depuis 2014 :

74,3 millions d'euros (27,5 millions sur la mandature 2014-2020 et 46,7 millions sur la mandature 2020-2026).

2014	2015	2016	2017	2018	2019	Cumuls période	
3 330	2 786	2 299	4 613	7 103	7 438	27 569	74 309
2020	2021	2022	2023	2024	2025	46 740	
6 429	8 651	8 046	6 349	7 515	9 751		

En 2025, la commune aura remboursé, au titre de l'amortissement contractuel de la dette, 3,196 millions d'euros pendant que le besoin d'emprunt aura été déterminé au plus juste à 1,5 millions d'euros.

Il en résulte un désendettement, sur le seul exercice 2025 de (-) 1,696 millions d'euros, fixant le stock de dette au 31 décembre 2025 à 31,530 millions d'euros contre 33,226 millions d'euros au 1^{er} janvier 2025.

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20260209-26-02-DE
Date de télétransmission : 12/02/2026
Date de réception préfecture : 12/02/2026

→ Evolution du stock de dettes, (-) 4,4 millions d'euros entre 2014 et 2026.

Exercice	CRD 01/01/n	Amort. Capital	Intérêts	Flux total	CRD 31/12/n	Var annuelle stock	Var Stock Mandat		
2014	35 919 000	2 759 522	1 093 012	3 852 534	34 539 477		- 2 920 654	-8,1%	
2015	34 539 477	2 754 535	1 028 013	3 782 548	33 172 166	- 1 367 311			
2016	33 172 166	2 436 670	1 004 998	3 441 667	33 002 785	- 169 381			
2017	33 002 785	2 469 037	891 965	3 361 002	33 033 748	30 963			
2018	33 033 748	2 502 743	841 716	3 344 459	33 031 005	- 2 743			
2019	33 031 005	2 553 185	776 748	3 329 933	32 998 345	- 32 660			
2020	32 998 345	2 573 962	705 583	3 279 545	30 924 383	- 2 073 962	- 1 468 803	-4,5%	-12,2%
2021	30 924 383	2 668 784	641 009	3 309 793	32 355 599	1 431 216			
2022	32 355 599	2 749 934	655 931	3 405 865	34 548 065	2 192 466			
2023	34 548 065	2 946 106	722 154	3 668 260	33 701 959	- 846 106			
2024	33 701 959	2 976 079	791 028	3 767 106	33 225 881	- 476 079			
2025	33 225 881	3 196 339	777 928	3 974 267	31 529 542	- 1 696 339			
							- 4 389 458		

(Source CA 2013 à 2025)

La dette communale a baissé de 4,4 millions d'euros sur deux mandats municipaux. Elle s'établissait à 35,9 millions d'euros au 1^{er} janvier 2014, puis 33 millions d'euros au 1^{er} janvier 2020 et désormais 31,5 millions d'euros au 1^{er} janvier 2026.

Le désendettement est ainsi de (-) 12,22% par rapport au stock de dette existant au 1^{er} janvier 2014.

L'encours de dette peut se mesurer en euros par habitant. Ce rapport est une résultante entre le stock de dette au 31/12/n et la population totale au 01/01/n.

La volatilité de cet indicateur, dans la mesure où le stock de dette affiche une tendance baissière, devient exclusive à l'évolution de la variable 'population totale'. Sur la période 2014-2025, il se calcule comme suit :

Exercice	CRD 01/01/n	Amort. Capital	Intérêts (I)	Flux total	CRD 31/12/n	Var annuelle Stock	Pop totale*	encours de dette par hab (en €)
2014	35 919 000	2 759 522	1 093 012	3 852 534	34 539 477	- 1 379 522	18 251	1 892
2025	33 225 881	3 196 339	777 928	3 974 267	31 529 542	- 1 696 339	18 709	1 685

*population totale, source INSEE

Soit un encours de dette en recul de (-) 207 € par habitant.

Le taux moyen établi à 2,18% au 31/12/2025, contre 2,45% au 31/12/2024, reste très performant, et traduit une gestion active des taux dans un marché des taux incertain, fragilisé par les crises.

Il est important de noter que la commune aura opté pour des produits financiers proposés par les établissements bancaires, privilégiant une structure d'amortissement constant ayant pour conséquence un remboursement plus rapide du capital.

Cela signifie que la commune aura réussi à contracter son stock de dette de (-) 4,4 millions d'euros sur la période alors que dans le même temps elle aura amorti plus rapidement ce stock de dette.

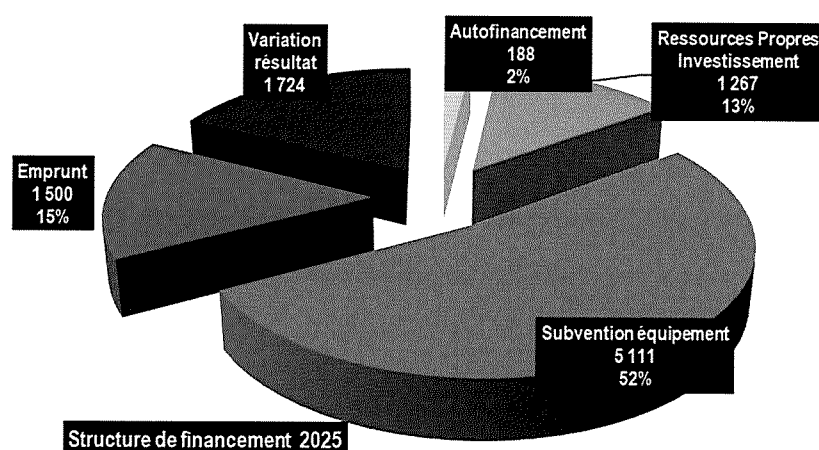
A titre d'exemple, le remboursement de capital s'établissait à 2,760 millions d'euros pour un stock de dette d'environ 35,9 millions d'euros au 1^{er} janvier 2014, il s'établit à 3,196 millions d'euros pour un stock de dette de 33,2 millions d'euros au 1^{er} janvier 2025.

Reçu de la Direction de l'Équipement
027-212703755-20260209-26-02-DE
Date de réception : 12/02/2026
Date de réception préfecture : 12/02/2026

Ce résultat est le révélateur d'une gestion saine.

Pour financer ses dépenses d'équipement 2025, la ville aura perçu 5,111 millions d'euros de subventions de ses partenaires, contracté un emprunt de 1,5 millions d'euros, dégagé des ressources propres d'investissement (Fonds de compensation de la TVA - Taxes d'urbanisme - et aliénation d'éléments d'actif) de 1,267 millions d'euros, dégagé un autofinancement de 188 mille euros et disposé d'un résultat antérieur reporté de 1,771 millions d'euros.

Sur l'exercice 2025, le besoin d'emprunt aura donc été limité à 15% du montant total des investissements portés par la Ville.

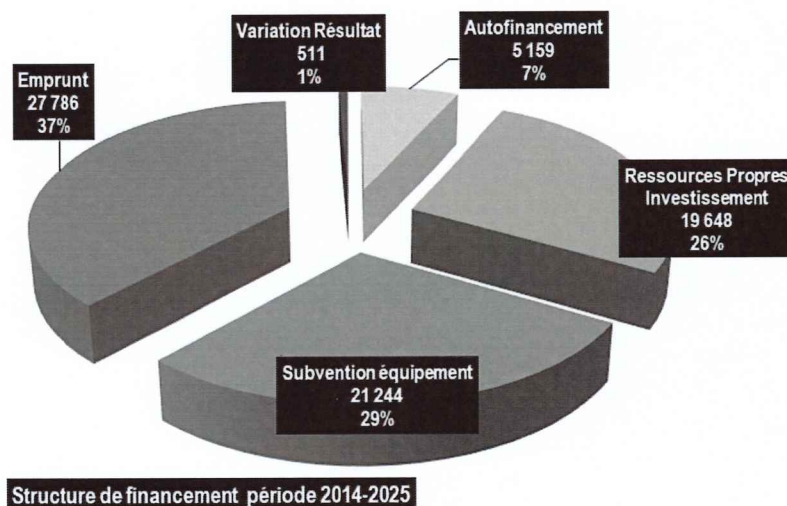


→ Financement des dépenses d'investissement

Milliers euros	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2014 - 2019
Epargne brute	2 611	2 738	2 711	2 914	3 113	3 004	17 092
Amortissement dette	2 760	2 727	2 335	2 469	2 503	2 553	15 347
Epargne nette	- 149	11	376	445	610	451	1 744
Ressources Propres investissement	1 063	956	1 141	1 757	565	3 129	8 611
FCTVA	929	661	422	315	372	513	3 212
Fiscalité d'urbanisme & Autres	26	171	154	143	167	466	1 127
Vente Actif	108	124	565	1 299	26	2 150	4 272
Reprise antérieur	546	317	173	1 656	2 008	420	
Dépenses financées	3 330	2 786	2 299	4 613	7 103	7 438	27 569
Subventions Equipement	806	314	364	251	1 840	2 328	5 902
Emprunt Exercice	1 381	1 361	1 901	2 500	2 500	2 500	12 143
Résultat clôture	317	173	1 656	1 996	420	1 390	

Milliers euros	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2020 - 2024
Epargne brute	3 627	3 149	2 550	3 802	4 015	3 382	20 524
Amortissement dette	2 574	2 669	2 750	2 946	2 976	3 196	17 112
Epargne nette	1 053	480	- 200	856	1 039	185	3 413
Ressources Propres investissement	2 219	1 712	1 919	2 231	1 688	1 267	11 036
FCTVA	782	1 009	1 019	1 342	1 217	707	6 076
Fiscalité d'urbanisme & Autres	961	400	626	428	393	236	3 044
Vente Actif	476	303	274	461	78	324	1 916
Reprise antérieur	1 390	409	286	567	1 786	1 771	
Dépenses financées	6 429	8 651	8 046	6 349	7 515	9 751	46 741
Subventions Equipement	1 676	2 236	1 666	2 381	2 272	5 111	15 342
Emprunt Exercice	500	4 100	4 942	2 101	2 500	1 500	15 643
Résultat clôture	409	286	567	1 787	1 771	83	
variation Résultat clôture	-981	-123	281	1 221	550		

Sur la période analysée 2014-2025, la structure de financement des dépenses d'investissement se synthétise de la manière suivante :



D'importantes dépenses d'investissement ont contribué en 2025 au « budget vert » de la Ville de Louviers, à hauteur de plus de 700 000 euros.

Économies d'énergie

Travaux d'éclairage public : 157 502 euros

Éclairage LED dans les bâtiments communaux médiathèque, chat perché, le Moulin et école Jean Prévost, musée) : 37 158 euros

Travaux de chauffage : 161 492 euros

Réseau de chaleur : 84 833 euros

Fenêtres du musée : 65 164.61 euros

Verdissement de la commune

Projets paysagers (prairie des Fougères et verdissement de la passerelle du Becquet) : 144 946 euros

Engazonnement du quartier de Maison Rouge et gestion des espaces verts confiée à la Régie de quartier : 45 525 euros

Étude de végétalisation des cours de récréation des écoles Jean Moulin et Jean Prévost : 3 885 euros

Accusé de réception en préfecture
027-242703755-20260209-26-02-DE
Date de télétransmission : 12/02/2026
Date de réception préfecture : 12/02/2026

Fonctionnement

→ Recettes

Votées pour un montant de 28,125 millions d'euros, **les ressources courantes** sont comptabilisées au compte administratif 2025 pour un montant de 27,889 millions d'euros, hors antérieur reporté et produits liés à la vente d'éléments d'actif, soit un écart défavorable de (-) 236 000 euros.

Le chapitre 013, atténuation de charges, présente une exécution arrêtée à 317 0000 euros contre un voté à 271 000 euros, soit un écart favorable de (+) 46 000 euros au titre des indemnités journalières et de remboursement de cotisations sociales principalement.

Le chapitre 70 confirme globalement, les éléments traduits dans le cadre de la dernière décision modificative de l'exercice 2025, avec une réalisation à 1,455 millions d'euros comparé à un voté de 1,428 millions d'euros. Les produits d'activité et du domaine (droits d'entrées, redevances usagers et billetterie) sont donc conforme aux hypothèses retenues en phase DM3.

Le chapitre 73, fiscalité, conclut sur un écart défavorable calculé à (-) 275 000 euros compte tenu de la notification définitive des produits issus des rôles généraux d'impôts. L'écart entre les états prévisionnels et l'état définitif 1386 RC concerne les bases du foncier bâti et non bâti pour (-) 202 000 euros, et les bases des taxes d'habitation sur les résidences secondaires pour (-) 111 000 euros. Dans le même temps la commune aura bénéficié de (+) 22 000 euros de rôles complémentaires (régularisations fiscales) et dégagé un écart, témoignant d'une dynamique foncière sur la commune dans un contexte national, morne et morose.

Le chapitre 74, dotations et participations, confirme également les hypothèses formulées en phase DM 3, avec un atterrissage consolidé à 7,148 millions d'euros par rapport à un voté de 7,149 millions d'euros. Au-delà des dotations d'Etat, les éléments projetés par le pôle éducation, enfance et jeunesse auront donc été finement évalués, et validés par notre principal partenaire, la CAF.

Enfin, le chapitre 75, produits de gestion courante, affiche une réalisation à hauteur de 220 000 euros dégageant un écart favorable de (+) 18 000 euros par rapport au voté de 202 000 euros. Il correspond à l'intéressement prévu dans le contrat de chauffe de la commune avec la CRAM.

→ Dépenses

Les **dépenses générales** comptabilisées au Compte Administratif 2025 s'élèvent à 24,505 millions d'euros, contre un montant total autorisé de 24,787 millions d'euros, soit des crédits non employés pour 282 000 euros.

Le chapitre 011, charges générales, est arrêté à 5,655 millions d'euros et propose des crédits non employés pour 106 000 euros. Il consolide les

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20260209-26-02-DE
Date de télétransmission : 12/02/2026
Date de réception en préfecture : 12/02/2026

charges de structure (fluides, maintenance, téléphonie, flotte véhicule et les conventions engageant financièrement la commune), et les crédits d'activités permettant à l'ensemble des services communaux de remplir leurs missions sur leur compétence respective.

Le chapitre 012, frais de personnel, propose un niveau de réalisation à hauteur de 14,771 millions d'euros et des crédits non employés pour 101 000 euros. Il représente près de 60 % des dépenses totales de fonctionnement.

Le chapitre 65, participations versées, s'établit à 3,166 millions d'euros pour des crédits ouverts votés à 3,169 millions d'euros. Il regroupe la participation au SDIS, les subventions versées au secteur associatif, sportif, culturel, social, éducatif, aux budgets satellites, CCAS, Caisse des Ecoles, et le fonds municipal d'attractivité commerciale.

Le chapitre 66, charges financières, enregistre les intérêts des crédits court terme et long terme de la commune. Il comptabilise 775 000 euros sur l'exercice 2025, soit (-) 35 000 euros par rapport l'autorisation ouverte.

→ L'épargne

Avec des recettes arrêtées à 27,889 millions d'euros et des dépenses réalisées pour 24,505 millions d'euros, l'exercice 2025 se conclut sur une épargne brute, neutralisée des aliénations d'actif, de 3,384 millions d'euros.

Le niveau d'épargne brute réalisé couvre donc le remboursement du capital de la dette, valorisé à 3,196 millions d'euros et permet de conclure sur une épargne nette, ou marge d'autofinancement courant, calculée à (+) 188 000 euros.

La qualité de signature de la commune mesurée à travers la marge d'autofinancement courant (MAC), ratio calculé comme le rapport entre les charges de fonctionnement augmentées du remboursement du capital de la dette et les ressources de fonctionnement s'établit à 0,99, pour un seuil d'alerte fixé à une valeur supérieure à 1.

Malgré la morosité du contexte national, le pilotage, bien que contraint, de la section de fonctionnement, adossé à une gestion adaptée et agile, auront permis de dégager à l'issue de cet exercice, des ratios financiers positifs sans renier sur la qualité des services communaux.

Ce dernier marqueur fait montre rétrospectivement, d'une gestion saine et maîtrisée avec une épargne cumulée sur le mandat 2020-2026 représentant le double de l'épargne cumulée sur le mandat 2014-2020.

Il participe donc activement au financement des ambitions d'investissement de l'équipe municipale, à hauteur de 7%, avec une épargne nette totale sur la période de (+) 5,2 millions d'euros.

Milliers euros	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2014 - 2019
Epargne brute	2 611	2 738	2 711	2 914	3 113	3 004	17 092
Amortissement dette	2 760	2 727	2 335	2 469	2 503	2 553	15 347
Epargne nette	- 149	11	376	445	610	451	1 744

Milliers euros	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2020 - 2024
Epargne brute	3 627	3 149	2 550	3 802	4 015	3 384	20 526
Amortissement dette	2 574	2 669	2 750	2 946	2 976	3 196	17 112
Epargne nette	1 053	480	- 200	856	1 039	188	3 415

Une autre lecture pourrait consister à considérer que l'épargne nette dégagée sur la période, soit (+) 5,2 millions d'euros, aura été consacrée au désendettement de la commune à hauteur de (-) 4,4 millions d'euros, le solde relevant de l'autofinancement.

Les principaux soldes de gestion de ce compte administratif 2025 sont détaillés de la manière suivante :

VILLE DE Louviers <i>en Normandie</i>					
Tableau I		Voté 2025		Exécution 2025	
		Exécutoire		CA 25 RAR % Exe	
SECTION DE FONCTIONNEMENT		18 771	18 497	275	98,54%
Fiscalité		7 149	7 148	1	99,99%
Dotations budgétaires		1 901	1 992	- 91	104,78%
Produits de gestion		303	252	51	83,06%
Produits exceptionnels		28 125	27 889	236	99,16%
RECETTES REELLES [Hors 775]			324	- 324	
		28 125	28 213	- 88	
RECETTES REELLES []					
		14 872	14 771	101	99,32%
Frais de personnel		9 065	8 920	145	98%
Depenses de Gestion		5 741	5 636	106	98,16%
011_Charges à caractère général		53	53	0	
014 - FPIC		3 169	3 166	4	99,89%
65_Participations versées		101	66	35	65,22%
67_Charges exceptionnelles		23 937	23 691	246	99%
DEPENSES COURANTES		4 188	4 198	- 11	100,26%
Solde d'exploitation		14,89%	15%	0,01%	
SOLDE D'EXPLOITATION / RECETTES (%)		810	775	35	95,66%
Charges financières		40	40	0	99,88%
Provisions		-	-	-	
Provisions / reserves		24 787	24 505	282	99%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				-	-
		3 338	3 708	- 370	111,09%
EPARGNE BRUTE		3 338	3 384	- 46	
EPARGNE RETRAITEE M12 [Hors Aliénation actif]		11,87%	12%	0%	
EPARGNE / RECETTES (M12)		-	-	-	
Report de fonctionnement		3 338	3 708	- 370	111%
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT					

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20260209-26-02-DE
Date de télétransmission : 12/02/2026
Date de réception préfecture : 12/02/2026

Tableau II				
SECTION D'INVESTISSEMENT				
Cessions actifs	360	324	36	
Participations et créances	365	236	129	64,79%
Ressources non affectées [FCTVA]	706	707	1	100,12%
TOTAL RESSOURCES PROPRES	1 431	1 267	164	48%
Remboursement du capital	3 198	3 196	2	100%
Plafond OCLT 01/01/N	6 490	6 490	0	
Epargne nette [EN] (16-24) / hors 002	140	188	- 48	
Equilibre section (Hors cessions) [EN Elargie 1]	1 211	1 129	1 131	
Equilibre section d'investissement [EN Elargie2]	1 571	1 453	1 455	
CAPACITE / DEPENSES EQUIPEMENT (%)	14%	15%	90%	
Equipement brut	11 298	9 642	1 618	85,68%
autres immobilisations	-	-	-	
DEPENSES IMPREVUES	-	-	-	
DEPENSES D'EQUIPEMENT PROPRES	11 298	9 642	1 618	85,68%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	14 497	12 839	1 619	89%
BESOIN DE FINANCEMENT EXTERNE	- 9 728	- 8 190		
Subventions affectées	5 992	4 711	1 281	78,61%
Besoin financement externe (31+32+33)	- 3 735	- 3 479	- 220	94,11%
Emprunts réalisés	1 964	1 500	464	
Plafond OCLT 31/12/N	6 490	6 490	0	-
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	9 388	7 154	2 234	76%
BESOIN D'AUTOFINANCEMENT	- 5 109	- 5 685		
Résultat antérieur reporté	1 771	1 771		
affectation ou virement BP antérieur	2 528	2 528		
Résultat antérieur reporté	- 757	- 757		
Variation de la dette	- 1 234	- 1 696		
RESULTAT INVESTISSEMENT	- 3 338	- 3 914		
Résultat comptable	-	- 208		
Solde restes à réaliser [Hors AP]		291		
Dépense		109		
Recette		400		
Résultat à affecter	-	83		

DECISION

Le conseil municipal, après avoir entendu le Rapporteur et délibéré,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.512-1 et suivants,
- Le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
- L'instruction comptable codificatrice M14,
- Le Compte de Gestion 2025 du comptable assignataire
- Le projet de Compte Administratif 2025 transmis aux membres du Conseil Municipal

DECIDE

De procéder au vote du Compte Administratif 2025 par chapitre au niveau de la section de fonctionnement ainsi que par chapitre et opérations en section d'investissement suivant les tableaux annexes à présente délibération.

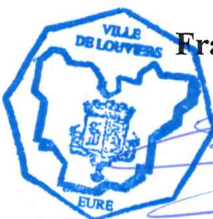
ADOPTE

Le compte Administratif du budget principal de la ville de Louviers pour l'exercice comptable 2025.

Adoptée par 24 voix pour, 5 contre

**Pour copie conforme
Le Maire,**

François-Xavier PRIOLLAUD



Annexe Vote Compte Administratif 2025 – Ville Louviers

Accusé de réception en préfecture
027-212703755-20260209-26-02-DE
Date de télétransmission : 12/02/2026
Date de réception préfecture : 12/02/2026